

**Tarif de référence stipulé dans Art.2 de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2023 soit 0,183 € HT le caractère**

Les annonceurs sont informés que, conformément au décret no 2012-1547 du 28 décembre 2012, les annonces légales portant sur les sociétés et fonds de commerce concernées et publiées dans les journaux d'annonces légales, sont obligatoirement mises en ligne dans une base de données numérique centrale, [www.actulegales.fr](http://www.actulegales.fr).



## Tribunal

7375795401 - TCC

**Tribunal de Commerce de CAEN**

**Jugement en date du 23 août 2024**

**Dépôt d'état de créances**  
SOCIÉTÉ PAR ACTIONS SIMPLIFIÉE VRAC ET BOCAUX. 32, rue du Quadrant, 14123 Fleury-sur-Orne. RCS greffe de Caen 891 975 377. Activité : commerce d'alimentation générale. L'état des créances complété par le projet de répartition prévu par l'article L.644-4 du Code de commerce est déposé au greffe. Tout intéressé peut contester ledit état devant le juge commissaire dans un délai d'un mois à compter de la présente publication.

7375936801 - TCO

**REDRESSEMENT JUDICIAIRE**

M. Geoffrey CABRERA (entrepreneur individuel) - 6, chemin de la Haie de Saules 14860 Bavent. RCS Greffe de Caen 823 692 264. Activité : travaux d'installation électrique dans tous locaux. Jugement prononçant l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, date de cessation des paiements le 1er juin 2023, désignant mandataire judiciaire Me Judith Douthessouille, 77, rue de Bernières 14000 Caen. Les créances sont à adresser, dans les deux mois de la publication Bodacc, auprès du mandataire judiciaire ou sur le portail électronique prévu par les articles L.814-2 et L. 814-13 du Code de commerce.

7375937501 - TCO

**PROCÉDURE DE TRAITEMENT DE SORTIE DE CRISE**

SOCIÉTÉ PAR ACTIONS SIMPLIFIÉE, K.I.L GOURMAND, 10, rue du Général-Leclerc, 14550 Blainville-sur-Orne. RCS Greffe de Caen 842 201 592. Activité : boulangerie, pâtisserie. Jugement prononçant l'ouverture d'une procédure de traitement de sortie de crise, date de cessation des paiements le 1er avril 2024, désignant mandataire : SELARL TRAJECTOIRE, prise en la personne de Me ELLERT, 8 place Gardin, résidence Duc Guillaume, 14000 Caen et fixant une période d'observation de 3 mois.

## Autres légales

7375773901 - DL

**TRIBUNAL DE COMMERCE DE ROUEN**

**CLÔTURE POUR INSUFFISANCE D'ACTIF**

Jugement en date du 15 novembre 2022

Clôture de la procédure pour insuffisance d'actif : SARL BUREAU D'ÉTUDES POUR L'ENVIRONNEMENT, RCS 805 069 234, 3, rue Édouard Branly, 14123 Ifs, Traitement des bois et charpentes et toutes activités connexes.

7375680601 - VS



**BOULIER-VIDEAU-LECOMTE- de PANTHOUPICOT Avocats associés**

8, rue Alfred-Kastler  
14000 CAEN  
Téléphone : 02 31 80 42 51  
Télécopie : 02 31 86 45 73

## AVIS DE MODIFICATIONS

Par décisions unanimes des associés en date du 21 août 2024 de la société SARLERIC JEAN, société à responsabilité limitée au capital de 200 000 euros, ayant son siège social à Thue-et-Mue (14210), ZA Cardonville, Bretteville-l'Orgueilleuse, 3, avenue de la Stèle, immatriculée au RCS de Caen sous le numéro 491 791 364, il a été décidé de modifier la dénomination sociale qui sera désormais «GENS JEAN GROUPE».

Les associés ont également décidé de modifier l'objet social qui sera : «La rénovation globale des locaux commerciaux et/ou d'habitation appartenant à toute filiale de la société, aux associés ou au groupe familial, la prise de participation au capital de toutes sociétés existantes ou nouvelles par achat, souscription, échange, fusion, alliances ou autrement et la gestion de ces participations, la participation directe ou indirecte de la société à toutes activités ou opérations industrielles, commerciales ou financières, mobilières ou immobilières en France ou à l'étranger, sous quelques formes que ce soit dès lors que ces activités ou opérations peuvent se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou à tous objets similaires, connexes ou complémentaires, tous placements de capitaux sous toutes formes, y compris la souscription ou l'acquisition de toutes actions ou obligations, parts sociales et parts bénéficiaires de toutes sociétés existantes ou nouvelles et la gestion de ces participations, l'acquisition en pleine propriété ou en démembrement par voie d'achat, d'échange ou d'apport de tout ou partie de tous biens et droits immobiliers, de tous biens et droits pouvant en constituer l'accès, l'annexe ou le complément des biens et droits immobiliers en question, l'aménagement, la gestion, la mise en valeur, l'exploitation par bail ou autrement de son patrimoine, et à titre exceptionnel, la cession d'immeuble devenue nécessaire, de nature à favoriser directement ou indirectement le but poursuivi par la société, son existence ou son développement, et ce, soit au moyen de ses capitaux propres soit au moyen de capitaux d'emprunt, ainsi que de l'octroi, à titre accessoire et exceptionnel, de toutes garanties à des opérations conformes au présent objet civil et susceptibles d'en favoriser le développement, la prise de tous mandats dans d'autres sociétés, et, plus généralement toutes opérations de quelque nature qu'elles soient, se rattachant à l'objet sus-indiqué, ou contribuant à sa réalisation, de nature à favoriser directement ou indirectement le but poursuivi par la société, son existence ou son développement, pourvu que celles-ci n'aient pas pour effet d'altérer le caractère civil de la société.».

Enfin, il a été décidé de transférer le siège social à Rots (14740), 3, rue du Bout Cachard, Secqueville-en-Bessin. Les articles 2, 3 et 4 des statuts sont modifiés en conséquence.

Mention sera faite au RCS de Caen.

Pour avis.

7375874901 - DL

## CHANGEMENT DE NOM

Mme POILBLAN (Audrey Colette Muriel), née le 10 octobre 1994 à Caen, 14118, France, demeurant 69, rue des Saphirs, Bourguébus 14540, dépose une requête auprès du garde des sceaux afin de s'appeler à l'avenir LALLEVÉ.

## Vie des sociétés

7375824101 - VS

**SALECCIA**

Société civile immobilière  
Au capital de 1 000 euros  
Siège social :  
24, rue de la Corniche  
14910 BLONVILLE-SUR-MER  
828 403 907 RCS Lisieux

## TRANSFERT DE SIÈGE SOCIAL

Suivant délibération en date du 23 août 2024, l'assemblée générale extraordinaire a décidé de transférer le siège social du 24, rue de la Corniche, 14910 Blonville-sur-Mer, au 637, chemin de la Forge, 14800 Bonneville-sur-Touques à compter du 1er septembre 2024, et de modifier en conséquence l'article 4 des statuts.

Modification sera faite au greffe du Tribunal de commerce de Lisieux.

7375678301 - VS

## In Extenso Experts-Comptables

**SAS BIKE CONCEPT**

SAS  
Capital social : 40 000 euros  
Siège social : 3, place Jean-Nouzille  
14000 CAEN  
907 868 665 RCS de Caen

## CAPITAL SOCIAL

Aux termes de l'AGE en date du 1er août 2024, les associés ont décidé malgré la perte de plus de la moitié du capital social, qu'il n'y avait pas lieu de prononcer la dissolution de la société.

## Avis administratif

7375947001 - AA

**PRÉFET DU CALVADOS**

Direction de la coordination,  
des politiques publiques  
et de l'appui territorial

**Demande d'ouverture d'une enquête publique relative à la mise en place d'un parc de trois éoliennes et de deux postes de livraison à exploiter sur la commune de Bellengreville.**

**Demandeur : SAS Centrale Éolienne du Bois Drouet, Parc Club Millénaire bât 4, 1025, rue Henri Becquerel 34000 Montpellier**

**Emplacement des installations : 3, route d'Evrecy 14370 Bellengreville**

## AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

Par arrêté du 30 juillet 2024, une enquête publique d'une durée de 31 jours consécutifs est prescrite du lundi 23 septembre 2024 (10 h 00) au jeudi 24 octobre 2024 inclus (17 h 00) inclus en mairies de Bellengreville, Moulit-Chicheboville et Frénuville, portant sur la demande d'autorisation environnementale présentée par la société SAS Centrale Éolienne du Bois Drouet pour la réalisation d'un parc de trois éoliennes sur la commune de BELLENGREVILLE.

Communes concernées par le rayon d'affichage de 6 km : Argences, Banneville-la-Campagne, Bourguébus, Cagny, Cauvicourt, Castine-en-Plaine, Cintheaux, Cormelles-le-Royal, Démouville, Émiéville, Giber ville, Grentheville, Ifs, Janville, Le Castellet, Mondeville, Saint-Martin-de-Fontenay, Saint-Pair, Saint-Pierre-du-Jonquet, Saint-Sylvain, Soliers, Sannerville, Valambray, Vimont

Le dossier d'enquête publique comprenant les pièces de procédure relatives à cette enquête publique dont la demande d'autorisation environnementale, l'étude d'impact, l'avis de l'autorité environnementale et la réponse de l'exploitant sont déposés et mis à disposition du public pendant la durée de l'enquête :

- sur le site Internet : <https://www.registre-dematerialise.fr/5559>

- en mairie de : Bellengreville (les lundis de 9 h 30 à 12 h 00 - les mardis, mercredis, jeudis, vendredis de 9 h 30 à 12 h 00 et de 13 h 30 à 17 h 15),

- en mairie de Moulit-Chicheboville (les lundis 16 h 00 à 18 h 00 - les mardis, mercredis, jeudis, vendredis de 9 h 00 à 12 h 00 et de 14 h 00 à 17 h 00 - les vendredis de 10 h 30 à 12 h 00 et de 16 h 00 à 18 h 00 et les samedis 10 h 00 à 12 h 00),

- en mairie de Frénuville (les lundis de 8 h 00 à 12 h 00 et de 13 h 30 à 18 h 00 - les mardis, jeudis, vendredis 8 h 00 à 12 h 00 et de 13 h 30 à 17 h 00 - les mercredis de 9 h 00 à 12 h 00 et de 13 h 30 à 17 h 00)

- sur un poste informatique mis à disposition du public à la préfecture du Calvados (bureau de l'environnement et de l'aménagement) aux heures d'ouverture du public (lundi au vendredi de 8 h 30 à 12 h 30).

Les observations et propositions du public pourront être déposées :

- sur le registre disponible à la mairie de Bellengreville, siège de l'enquête, aux heures d'ouverture énoncées ci-dessus,

- sur les registres disponible aux mairies de Moulit-Chicheboville et Frénuville ;

- par voie postale au commissaire enquêteur à la mairie de Bellengreville, siège de l'enquête,

- sur le site Internet : <https://www.registre-dematerialise.fr/5559>

Les observations et propositions du public transmises par voie postale, ainsi que les observations écrites reçues par le commissaire enquêteur sont consultables aux mairies de Bellengreville, Moulit-Chicheboville et Frénuville. Les observations et propositions du public transmises par voie électronique sont consultables sur le site Internet <https://www.registre-dematerialise.fr/5559>.

Elles sont communicables, aux frais de la personne qui en fait la demande, pendant toute la durée de l'enquête.

Des informations sur le dossier peuvent être demandées auprès de la société VENSOLAIR (porteur de projet) - M. Benoît LOQUET par téléphone au 06 33 64 71 25 ou par mail à l'adresse : [b.loquet@vensolair.fr](mailto:b.loquet@vensolair.fr)

M. Alain MANSILLON, cadre bancaire à la retraite, M. Jean COULON, inspecteur départemental des impôts à la retraite et M. Michel BAR, agriculteur à la retraite, désignés en qualité de membres de la commission d'enquête par le tribunal administratif de CAEN, dont M. MANSILLON est le Président, se tiendront à la disposition du public en mairies de :

- Bellengreville : le lundi 23 septembre 2024 de 10 h 00 à 12 h 00 (ouverture) / le mardi 1er octobre 2024 de 10 h 00 à 12 h 00 / le vendredi 18 octobre 2024 de 15 h 00 à 17 h 00 / le jeudi 24 octobre 2024 de 15 h 00 à 17h00 (clôture)

-Moulit-Chicheboville : le samedi 12 octobre 2024 de 10 h 00 à 12 h 00 / le samedi 19 octobre 2024 de 10 h 00 à 12 h 00

-Frénuville : le mercredi 25 septembre 2024 de 15 h 00 à 17 h 00 / le mardi 8 octobre 2024 de 10 h 00 à 12 h 00

Une copie du rapport et des conclusions de la commission d'enquête sera adressée, dès réception, au responsable du projet. Ledit rapport sera mis à la disposition du public dans les mairies de Bellengreville, Moulit-Chicheboville et Frénuville ainsi qu'à la préfecture du Calvados (bureau de l'environnement et de l'aménagement) pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête.

Le rapport et les conclusions seront publiés sur le site internet des services de l'État dans le Calvados pendant un an.

À l'issue de l'enquête publique, M. le Préfet statuera par arrêté préfectoral de refus ou d'autorisation sur la demande d'autorisation environnementale, éventuellement assorti de prescriptions.

**Pour le Préfet et par délégation, Le Secrétaire général, Stéphane SINAGOGA.**

7375662701 - AA

**COMMUNAUTE URBAINE CAEN LA MER**

**Modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme de Saint-Contest Modalités de mise à disposition au public AVIS**

Par délibération en date du 27 juin 2024, le conseil communautaire a défini les modalités de mise à disposition du public du projet de modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Saint-Contest.

Le dossier est mis à la disposition du public du lundi 2 septembre (10 h 00) au vendredi 4 octobre 2024 inclus (17 h 30) inclus :

- au siège de Caen la mer, 16 rue Rosa Parks, 14000 Caen, du lundi au jeudi de 8 h 30 à 17 h 30 et le vendredi de 8 h 30 à 16 h 30.

- en mairie de Saint-Contest, place de la Mairie, 14790 Saint-Contest :

- lundi, mardi, mercredi et vendredi : 10 h 00-12 h 00 et 15 h 30-17 h 30, - jeudi : 15 h 30-17 h 30.

- Sur les sites internet de la commune de Saint-Contest : <https://mairie-saint-contest.fr> et de la Communauté Urbaine Caen la mer : Concertations en cours/Caen la mer.

Chacun pourra consigner d'éventuelles observations sur les registres ouverts dans les locaux de la Communauté Urbaine et de la mairie de Saint-Contest ou par courrier en commune de Saint-Contest (adresse ci-dessus).

À l'issue de cette mise à disposition M. le président en présentera le bilan au conseil communautaire qui en délibérera et approuvera le projet de modification simplifiée n°1 éventuellement modifié pour tenir compte des avis émis et des observations du public.

**Vos formalités en toute sécurité**

**MEDIALEX**

[medialex.fr](http://medialex.fr)

## Annonces légales et judiciaires

**MEDIALEX**

[www.medialex.fr](http://www.medialex.fr)

**Mail : [annonces.legales@medialex.fr](mailto:annonces.legales@medialex.fr)**

**Tél. : 02 99 26 42 00**

**Adresse postale : 10, rue du Breil - CS 56324 35063 Rennes cedex**